

Intervention de Bernard GHYS, inspecteur départemental des impôts, à l'invitation de la commission fiscale de l'Ordre des experts comptables d'Aquitaine et du Club des Jeunes Experts Comptables d'Aquitaine – le 19 mars 2009

***AVANTAGES FISCAUX LIÉS A L'IMPLANTATION D'ENTREPRISES
DANS CERTAINES ZONES ET MESURES RECENTES PRISES EN
FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DU RESCRIT FISCAL***

Ce document ne constitue qu'un résumé de la réglementation et ne prétend pas se substituer à la documentation fiscale sur la question à laquelle il convient de se référer en cas de besoin.

Je voudrais dans cette intervention insister sur deux aspects de la fiscalité qui, a priori, n'ont rien à voir entre eux mais qui sont, en fait, intimement liés, à savoir les avantages fiscaux pour l'implantation d'entreprises dans certaines zones du territoire et le développement récent de la politique du rescrit.

Pourquoi cette intervention ? Parce que, vous le savez bien, beaucoup d'entre vous ne sont pas bien à l'aise dans cette fiscalité dérogatoire qui comprend des pièges, qui change constamment, dont le zonage change constamment, ... Rassurez-vous, ce n'est pas non plus facile pour les agents des impôts. Par ailleurs, la pratique du rescrit fiscal n'est pas encore entrée dans les mœurs et suscite encore des réticences chez certains d'entre vous.

Dans un premier temps, je rappellerai donc les grandes lignes des régimes dérogatoires, les zonages, zonages actuels, zonages anciens ou zonages anciens qui perdurent, la durée d'application du régime et les évolutions récentes.

Puis, j'attirerai l'attention sur le rescrit, sur ses avantages – principalement celui de vous rassurer sur l'applicabilité des régimes dérogatoires – et vous me questionnez peut-être sur ses inconvénients. J'insisterai également sur les développements législatifs récents qui accroissent la sécurité juridique dans ce domaine

Les avantages fiscaux liés à l'implantation d'entreprises dans des zones dérogatoires

Il s'agit essentiellement des avantages fiscaux liés à l'application des articles 44 sexies du CGI (création d'entreprises nouvelles) et 44 octies-A (implantation en

Zone Franche Urbaine) en matière d'impôt sur les bénéfices ainsi que des exonérations de taxe professionnelle applicables dans ces mêmes zones.

.....

Le 44 sexies, c'est la création d'une entreprise

- nouvelle : la création ne doit pas résulter d'une concentration, d'une restructuration, d'une reprise ou de l'extension d'une activité préexistante
- dans une zone éligible : il s'agit actuellement des zones d'aide à finalité régionale, des ZRU et des ZRR
- soumise à un régime réel d'imposition
- pour des activités commerciales ou non commerciales
- s'il s'agit de sociétés, le capital ne doit pas être détenu directement ou indirectement à plus de 50% par d'autres sociétés

précisions sur les activités

Sont éligibles :

- les activités commerciales, industrielles ou artisanales visées à l'article 34 du CGI y compris les activités de marchands de biens, de lotisseurs ou d'intermédiaires immobiliers exercées à titre professionnel
- les activités non commerciales à condition de revêtir la forme de sociétés imposables à l'IS et sous condition d'emploi de trois salariés à la clôture du premier exercice et au cours de chaque exercice de la période d'application du dispositif. **Sauf en ZRR – un médecin s'installe à Saint Aubin de Médoc – il n'est pas exonéré – il s'installe à Soulac – il est exonéré.**

Exception : pas de remise en cause de l'exonération pour les activités BNC complémentaires indissociables ou pour les activités BNC d'un montant très faible.

Sont exclues :

- **parmi les activités commerciales relevant de l'article 34, les activités bancaires, financières et d'assurance**
- les activités commerciales relevant de l'article 35 du CGI : locations de locaux équipés **sauf en ZRR**, activités immobilières non professionnelles, construction vente d'immeubles

- les activités de nature civile : gestion de patrimoine immobilier ou de portefeuille de valeurs mobilières
- les activités de nature agricole
- **sauf en ZRR** les activités non commerciales qui ne répondent pas aux conditions requises

Certaines activités sont également exclues en application de la réglementation européenne des minimis :

- pêche
- aquaculture
- industrie houillère
- transformation et commercialisation de produits agricoles

Les avantages fiscaux

- 2 ans (2 X 12 mois) d'exonération totale, 75%, 50, 25% d'abattement sur le bénéfice des 3^o, 4^o et 5^o années pour les créations en ZRU et en zone AFR
- 5 ans d'exonération totale pendant 5 ans, 60% d'abattement pendant 5 ans, 40% pendant 2 ans et 20% les 2 dernières années pour les créations en ZRR.

Pour les non sédentaires, nécessité d'une répartition du chiffre d'affaires réalisé en fonction des zones.

Définition des activités non sédentaires

« Une activité non sédentaire se caractérise par son exercice en grande partie à l'extérieur des locaux professionnels. Est englobé l'ensemble des entreprises dont l'activité s'exerce principalement voire exclusivement chez leurs clients ou patients ou dans les espaces publics, le bureau implanté en zone pouvant n'avoir qu'une fonction administrative le plus souvent très accessoire compte tenu de la taille des entreprises en cause. » (BOI 4 A-8-04)

« Les activités de conseil aux entreprises, de prestations de services doivent s'analyser comme des activités sédentaires lorsque le travail de réalisation d'étude de dossier ou de l'objet même de la prestation de service est réalisé au lieu du siège social » (BOI 4 A-6-07)

- règle générale : 85% et plus ou moins de 85%
- Entreprises exerçant une activité non sédentaire qui se créent en ZRR : Elles doivent répartir le chiffre d'affaires entre les 3 zones – ZRR – ZRU/ZAFR et

hors zone. Si le CA réalisé en ZRR est supérieur à 85%, l'entreprise bénéficie à plein des avantages fiscaux. A défaut, le bénéfice est réparti en fonction du CA réalisé dans chacune des 3 zones et chaque partie de bénéfice suit ses propres règles : avantages fiscaux sur 14 ans, avantages fiscaux sur 5 ans ou imposition.

Les problèmes

- Le zonage :
 1. il est changeant : 2001/novembre 2005 – novembre 2005/2006 – 2007/2008 – 2009 - Attention à la dernière modification (AFR transitoire) et aux ZRR 2009
 2. Comment retrouver ces zonages : les sites Internet (cf. annexe), moi même pour la Gironde (bernard.ghys@dgfip.finances.gouv.fr) ou pour les communes de Mérignac et de Pessac, les correspondants entreprises nouvelles des autres DSF (me demander les adresses ou consultez www.impots.gouv.fr)
 3. Pour les non sédentaires, il s'agit toujours du zonage à la création. Si vous vous adressez à un service des impôts d'un autre département, précisez toujours la date de la création de l'entreprise pour la détermination du zonage
- Les contrats de partenariat ou de franchise

« L'existence d'un contrat, quelle qu'en soit la dénomination, ayant pour objet d'organiser un partenariat, caractérise l'extension d'une activité préexistante lorsque l'entreprise nouvellement créée bénéficie de l'assistance de ce partenaire, notamment en matière d'utilisation d'une enseigne, d'un nom commercial, d'une marque ou d'un savoir-faire, de conditions d'approvisionnement, de modalités de gestion administrative, contentieuse, commerciale ou technique, dans des conditions telles que cette entreprise est placée dans une situation de dépendance. »

- L'exercice antérieur d'une activité en lien avec la nouvelle entreprise (le fils reprend l'activité du père, ...)

Le régime s'arrête au 31 décembre 2009 sauf prolongation. Les entreprises installées avant cette date bénéficieront des avantages jusqu'à la fin des 5 années ou des 14 années d'application du régime de faveur.

.....

Le 44 octies-A, c'est l'implantation d'une entreprise en ZFU. Implantation et non pas création puisque, contrairement au régime précédent, le transfert en zone ouvre droit également aux avantages fiscaux à condition de ne pas avoir bénéficié du 44 sexies en ZRR ou en ZRU ou de ne pas avoir bénéficié de la prime d'aménagement du territoire.

Il s'agit maintenant d'un régime unifié quelle que soit la date de création de la ZFU.

Les conditions : au plus 50 salariés à la date de création en ZFU au niveau de l'entreprise, CA et bilan inférieur à 10 millions €, ne pas être détenue à plus de 25% par une TGE (inférieur à 250 salariés, CA inférieur à 50 millions €, total du bilan inférieur à 43 millions €)

Activités exclues : construction automobile et navale, fabrication de fibres textiles, sidérurgie, transports routiers de marchandises

Avantages sur 14 ans – limités à 100 000 € + 5000 – pas de plafonnement des minimis

Les problèmes

- Les activités non sédentaires
 - La définition est identique à celle du 44 sexies
 - Conséquences : les avantages fiscaux ne sont accordés que si 25% du CA est réalisé avec des clients situés en ZFU ou un salarié est employé à temps complet dans les locaux de l'entreprise située en ZFU – si les conditions ne sont pas remplies au départ , elles peuvent être remplies par la suite
 - l'emploi d'un salarié épouse du chef d'entreprise

44 sexies et 44 octies-A – le choix possible pour les entreprises implantées en ZRU qui peuvent avoir intérêt à ne pas opter pour le régime ZFU et conserver le régime entreprises nouvelles si elles estiment qu'elles ne rempliront jamais les conditions d'exonération en ZFU

Le régime s'arrête au 31 décembre 2011.

Le plafonnement des minimis européens : qu'est ce que c'est ?

Les Etats européens n'ont pas le droit de favoriser certaines zones de leur territoire ou certains de leurs secteurs économiques afin de ne pas fausser la

concurrence entre les Etats sauf autorisation communautaire. C'est ainsi que le nouveau régime des ZFU (article 44 octies-A) pour les entreprises installées en ZFU à compter du 1^{er} janvier 2006 a été approuvé par la Commission européenne. Il est désormais fortement encadré et n'entre donc pas dans le plafonnement des minimis.

Cependant les avantages accordés par les Etats à certains secteurs économiques ou certaines zones de leur territoire sont autorisés si leur montant est faible. C'est la règle des minimis. L'ensemble des aides placées sous le régime des minimis accordées à une même entreprise ne peut excéder actuellement 200 000 € par période de trois années consécutives. Le plafonnement est de 100 000 € pour les entreprises de transport. Il s'agit d'un plafond en impôt (ou aide) et non pas en base.

Attention ! augmentation provisoire du plafond à 500 000 €

.....
.....

- La TP : 1464 B, 1465 A, les exonérations dans le cadre de la politique de la ville (ZUS et ZFU)

1464 B – lié au 44 sexies et sur délibération

1465 A – de droit pour la création d'un établissement en ZRR (sauf pour les créations d'activités commerciales sur des communes de plus de 2000 h ou inférieures à 2000 si plus de 5 salariés)

reprise si moins de 2000 h

5 ans d'exonération

ZUS – si délibération – 5 ans

ZRU – supprimé au 31/12/2008

ZFU – mêmes conditions que 44 octies-A – même si non sédentaire – 9 ou 14 ans selon que 5 salariés ou plus ou moins de 5 salariés

La montée en puissance du rescrit fiscal

C'est par le biais du rescrit entreprises nouvelles, ZFU ou JEI que se fait le lien entre la fiscalité dérogatoire et le rescrit que nous allons aborder. Avec le rescrit « association », ce sont en effet les rescrits les plus utilisés actuellement.

Qu'est ce qu'un rescrit ? C'est la prise de position de l'administration fiscale en réponse à une question que vous lui avez posée. Vous déposez donc une demande de rescrit et nous vous répondons par un rescrit – re scriptum en latin, c'est tout simplement la réponse.

La procédure du rescrit s'inscrit dans le cadre général de la sécurité juridique. D'autres mesures participent à cette même volonté : le contrôle fiscal à la demande sans aucune limite de chiffre d'affaires si la demande porte sur des éléments du crédit d'impôt recherche, contrôle fiscal sur demande des successions et donations (successions ouvertes ou donations consenties à compter du 1^{er} janvier 2009), système de la mention expresse, ...

Bref rappel d'une procédure qui existe déjà. On distingue le rescrit de l'article L 80 A du LPF en réponse à une question de législation et les rescrits de l'article L 80 B en réponse à une demande sur l'adaptation de la règle fiscale à une situation de fait. Prenons deux exemples. Vous souhaitez savoir si les immobilisations comptabilisées directement en charge peuvent être prises en compte dans la base du crédit d'impôt recherche, ce dernier ne prenant en compte normalement que l'amortissement du matériel de recherche. Il s'agit bien là d'une question de législation. Par contre si vous souhaitez savoir si une association est « fiscalisable », il s'agit bien d'appliquer la règle fiscale à une situation précise et nous sommes bien dans le cadre du L 80 B.

Les rescrits de l'article L 80 B se divisent en deux catégories, le rescrit général d'une part et les rescrits spécifiques d'autre part. Le rescrit général est applicable en toute matière. Aucune obligation de répondre, pour le moment du moins, on le verra, et l'absence de réponse ne vaut pas acceptation tacite de la demande. Les rescrits spécifiques sont plus encadrés. L'administration fiscale doit répondre dans un certain délai, généralement 3 mois pour les plus fréquents, et l'absence de réponse vaut acceptation tacite.

Les rescrits spécifiques concernent les domaines suivants :

- Amortissements spécifiques (par exemple l'amortissement de 50% la première année des immeubles affectés à la recherche scientifique et technique)
- Entreprises nouvelles (44 sexies)
- Implantation en ZFU (44 octies-A)

- Crédit d'impôt recherche
- Jeunes entreprises innovantes et Jeunes Entreprises Universitaires
- Pôles de compétitivité
- Existence d'établissements stables en France d'une entreprise étrangère
- Accord préalable de prix de transfert pour que les prix pratiqués ne soient pas considérés comme des transferts de bénéfices à l'étranger
- Dons aux associations
- Abus de droit

Parallèlement à ces rescrits spécifiques « légaux », c'est à dire prévus par la loi, l'administration fiscale a mis en place d'autres rescrits spécifiques auxquels elle s'oblige à répondre. Il s'agit des rescrits portant sur la fiscalisation des organismes sans but lucratif, des rescrits portant sur l'application de la TVA à 5.5% pour les travaux portant sur les logements anciens ainsi que des rescrits portant sur la valeur attribuée à des titres dans le cadre d'une donation d'entreprise.

La loi de modernisation de l'économie d'août 2008 ainsi que la loi de finances rectificative pour 2008 améliorent fortement cette procédure de rescrit, le tout appuyé par une volonté forte de la nouvelle DGFIP.

- Désormais, pour toute demande de rescrit général déposée à compter du 1^{er} juillet 2009, nous devons répondre dans un délai de 3 mois. L'absence de réponse n'entraînera toutefois pas d'acceptation tacite. Il résulte de cette obligation qu'il devra être répondu à toute demande déposée dans le cadre d'un rescrit spécifique même si elle n'en remplit pas les conditions légales. Prenons l'exemple une demande de rescrit sur l'éligibilité d'un projet de recherche au crédit d'impôt recherche déposée postérieurement à l'engagement des dépenses de recherche et qui ne répond donc pas aux conditions posées par l'article L 80 B 3°. Une telle demande ne pouvait pas être prise en compte jusque maintenant. Désormais, les services fiscaux devront y répondre dans le cadre du rescrit général.
- Un nouveau rescrit spécifique est créé qui va particulièrement vous intéresser. A compter du 1^{er} juillet 2009, vous aurez la possibilité de vous adresser aux impôts pour vous faire confirmer la qualification de BIC ou de BNC d'une activité professionnelle. De même vous pourrez demander si l'activité professionnelle d'une SCI est soumise à l'IS ou à l'IR. Le délai de réponse sera de 3 mois.
- Le rescrit valeur est inscrit dans la loi pour en assurer une plus grande publicité. Le délai de réponse est de 6 mois.
- Les entreprises pourront faire viser leur dossier crédit impôt recherche directement par les services du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de

la Recherche ou en s'adressant à OSEO-Innovation ou à l'ANVAR. Les avis émis s'imposeront à l'administration fiscale. La mise en place de cette mesure se fera au plus tard le 1^{er} janvier 2010.

- Lorsqu'un avis défavorable sera émis par l'administration, le contribuable pourra solliciter un nouvel examen de sa demande qui sera alors examinée par une commission collégiale. Cette demande de recours ne devra pas indiquer d'éléments nouveaux. En effet, dans une telle hypothèse, il suffit simplement de renouveler la demande de rescrit. La création de cette commission résulte d'un compromis entre ceux qui souhaitent que les avis défavorables soient susceptibles d'un recours pour excès de pouvoir et ceux qui s'opposaient à un tel recours.

Quant à l'administration fiscale, elle a décidé de s'investir dans le rescrit. Renforcement de la cellule rescrit à Paris, soutien aux services, prochaine publication de Bulletins Officiels des Impôts précisant les conditions d'application et les nouvelles mesures, parution sur le site www.impots.gouv.fr des rescrits significatifs et généralisables, ... C'est une véritable révolution pour une administration qui, dans les temps anciens considérait les BOI comme des documents confidentiels et non communicables.

Et pour finir, quelques précisions.

Une réponse à une simple demande de renseignements n'engage pas, en théorie, l'administration fiscale. Il serait toutefois difficile d'effectuer un redressement idpl

Annexe – Où retrouver les zonages sur Internet ?

De nombreuses exonérations fiscales en matière d'impôt sur les bénéfices ou de taxe professionnelle sont liées à l'implantation d'une entreprise dans un certain territoire. Pas facile de s'y retrouver et surtout pas facile de situer ces zonages !

Heureusement deux sites Internet vont vous permettre de les retrouver.

Sur la page d'accueil du site www.territoires.gouv.fr en cliquant sur « Indicateurs / entrée par enjeu /

Annexe - Zonage applicable pour les créations d'entreprises en 2009

* Le zonage ZRR est donné sous réserve d'une validation par arrêté ministériel

Utilisation de la liste

La liste des communes permet de déterminer les zones éligibles au régime de l'article 44 sexies du CGI (exonération des entreprises nouvelles).

Pour connaître les délimitations exactes des Zones de Redynamisation Urbaine (ZRU) de Bègles, Bordeaux, Cenon, Floirac, Lormont, Pessac, Talence et Villenave d'Ornon, vous pouvez consulter le site :

<http://i.ville.gouv.fr>

en sélectionnant «les documents les plus demandés/les cartes/cartes des 751 ZUS/ZRU»

ZAFR = Zones d'Aide à Finalité Régionale

ZRU = Zones de Redynamisation Urbaine

ZRR = Zones de Revitalisation Rurale

| | ZAFR | ZRU | ZRR |
|--------------------|------|-----|-----|
| ABZAC | | | |
| AILLAS | | | X |
| AMBARES ET LAGRAVE | X | | |
| AMBES | X | | |
| ANDERNOS LES BAINS | | | |
| ANGLADE | | | |
| ARBANATS | | | |
| ARBIS | | | |
| ARCACHON | | | |
| ARCINS | | | X |
| ARES | | | |

| | | | |
|------------------------|---|--------|---|
| ARSAC | | | X |
| ARTIGUES près BORDEAUX | | | |
| LES ARTIGUES de LUSSAC | | | |
| ARVEYRES | | | |
| ASQUES | | | |
| AUBIAC | | | |
| AUBIE ET ESPESSAS | | | |
| AUDENGE | | | |
| AURIOLLES | | | X |
| AUROS | | | X |
| AVENSAN | | | X |
| AYGUEMORTE LES GRAVES | | | |
| BAGAS | | | |
| BAIGNEAUX | | | |
| BALIZAC | | | X |
| BARIE | | | X |
| BARON | | | |
| LE BARP | X | | |
| BARSAC | | | |
| BASSANNE | | | X |
| BASSENS | X | | |
| BAURECH | | | |
| BAYAS | | | |
| BAYON SUR GIRONDE | | | |
| BAZAS | | | |
| BEAUTIRAN | | | |
| BEGADAN | | | X |
| BEGLES | | partie | |
| BEGUEY | | | |
| BELIN BELIET | X | | |
| BELLEBAT | | | |
| BELLEFOND | | | |
| BELVES DE CASTILLON | | | |
| BERNOS BEAULAC | | | |
| BERSON | | | |

| | | | |
|------------------------|---|--------|---|
| BERTHEZ | | | X |
| BEYCHAC ET CAILLAU | | | |
| BIEUJAC | | | |
| BIGANOS | X | | |
| LES BILLAUX | | | |
| BIRAC | | | |
| BLAIGNAC | | | |
| BLAIGNAN | | | X |
| BLANQUEFORT | X | | |
| BLASIMON | | | |
| BLAYE | | | |
| BLESIGNAC | | | |
| BOMMES | | | |
| BONNETAN | | | |
| BONZAC | | | |
| BORDEAUX | | partie | |
| BOSSUGAN | | | |
| BOULIAC | | | |
| BOURDELLES | | | |
| BOURG | | | |
| BOURIDEYS | | | X |
| LE BOUSCAT | | | |
| BRACH | | | X |
| BRANNE | | | |
| BRANNENS | | | X |
| BRAUD ET SAINT LOUIS | | | |
| BROUQUEYRAN | | | X |
| BRUGES | | | |
| BUDOS | | | |
| CABANAC ET VILLAGRAINS | | | |
| CABARA | | | |
| CADARSAC | | | |
| CADAUJAC | | | |
| CADILLAC | | | |
| CADILLAC EN FRONSADAIS | | | |

| | | | |
|------------------------|---|--|---|
| CAMARSAC | | | |
| CAMBES | | | |
| CAMBLANES ET MEYNAC | | | |
| CAMIAAC ET SAINT DENIS | | | |
| CAMIRAN | | | |
| CAMPS SUR L ISLE | | | |
| CAMPUGNAN | | | |
| CANEJAN | X | | |
| CANTENAC | | | X |
| CANTOIS | | | |
| CAPIAN | | | |
| CAPLONG | | | |
| CAPTIEUX | | | X |
| CARBON BLANC | | | |
| CARCANS | | | X |
| CARDAN | | | |
| CARIGNAN DE BORDEAUX | | | |
| CARS | | | |
| CARTELEGUE | | | |
| CASSEUIL | | | |
| CASTELMORON D ALBRET | | | |
| CASTELNAU DE MEDOC | | | X |
| CASTELVIEIL | | | |
| CASTETS EN DORTHE | | | |
| CASTILLON DE CASTETS | | | X |
| CASTILLON LA BATAILLE | | | |
| CASTRES GIRONDE | | | |
| CAUDROT | | | |
| CAUMONT | | | X |
| CAUVIGNAC | | | X |
| CAVIGNAC | | | |
| CAZALIS | | | X |
| CAZATS | | | |
| CAZAUGITAT | | | X |
| CENAC | | | |

| | | | |
|---------------------|---|--------|---|
| CENON | | partie | |
| CERONS | | | |
| CESSAC | | | |
| CESTAS | X | | |
| CEZAC | | | |
| CHAMADELLE | | | |
| CISSAC MEDOC | | | X |
| CIVRAC DE BLAYE | | | |
| CIVRAC SUR DORDOGNE | | | |
| CIVRAC EN MEDOC | | | X |
| CLEYRAC | | | |
| COIMERES | | | X |
| COIRAC | | | |
| COMPS | | | |
| COUBEYRAC | | | |
| COUQUEQUES | | | X |
| COURPIAC | | | |
| COURS DE MONSEGUR | | | |
| COURS LES BAINS | | | X |
| COUSTRAS | | | |
| COUTURES SUR DROPT | | | |
| CREON | | | |
| CROIGNON | | | |
| CUBNEZAI | | | |
| CUBZAC LES PONTS | | | |
| CUDOS | | | |
| CURSAN | | | |
| CUSSAC FORT MEDOC | | | X |
| DAIGNAC | | | |
| DARDENAC | | | |
| DAUBEZE | | | |
| DIEULIVOL | | | |
| DONNEZAC | | | |
| DONZAC | | | |
| DOULEZON | | | |

| | | | |
|-----------------------------|--|--------|---|
| LES EGLISOTTES ET CHALAURES | | | |
| ESCAUDES | | | X |
| ESCOUSSANS | | | |
| ESPIET | | | |
| LES ESSEINTES | | | |
| ETAULIERS | | | |
| EYNESSE | | | |
| EYRANS | | | |
| EYSINES | | | |
| FALEYRAS | | | |
| FARGUES | | | |
| FARGUES SAINT HILAIRE | | | |
| LE FIEU | | | |
| FLAUJAGUES | | | |
| FLOIRAC | | partie | |
| FLOUDES | | | |
| FONTET | | | |
| FOSSES ET BALEYSSAC | | | |
| FOURS | | | |
| FRANCS | | | |
| FRONSAC | | | |
| FRONTENAC | | | |
| GABARNAC | | | |
| GAILLAN EN MEDOC | | | X |
| GAJAC | | | |
| GALGON | | | |
| GANS | | | |
| GARDEGAN ET TOURTIRAC | | | |
| GAURIAC | | | |
| GAURIAGUET | | | |
| GENERAC | | | |
| GENISSAC | | | |
| GENSAC | | | |
| GIRONDE SUR DROPT | | | |
| GISCOS | | | X |

| | | | |
|-----------------------|---|--|---|
| GORNAC | | | |
| GOUALADE | | | X |
| GOURS | | | |
| GRADIGNAN | | | |
| GRAYAN ET L HOPITAL | | | X |
| GREZILLAC | | | |
| GRIGNOLS | | | X |
| GUILLAC | | | |
| GUILLOS | | | |
| GUITRES | | | |
| GUJAN MESTRAS | | | |
| LE HAILLAN | X | | |
| HAUX | | | |
| HOSTENS | | | X |
| HOURTIN | | | X |
| HURE | | | |
| ILLATS | | | |
| ISLE SAINT GEORGES | | | |
| IZON | | | |
| JAU DIGNAC LOIRAC | | | X |
| JUGAZAN | | | |
| JUILLAC | | | |
| LABARDE | | | X |
| LABESCAU | | | X |
| LA BREDE | | | |
| LACANAU | | | X |
| LADAUX | | | |
| LADOS | | | X |
| LAGORCE | | | |
| LA LANDE DE FRONSAC | | | |
| LAMARQUE | | | X |
| LAMOTHE LANDERRON | | | |
| LALANDE DE POMEROL | | | |
| LANDERROUAT | | | X |
| LANDERROUET SUR SEGUR | | | |

| | | | |
|---------------------------|---|--------|---|
| LANDIRAS | | | |
| LANGOIRAN | | | |
| LANGON | | | |
| LANSAC | | | |
| LANTON | | | |
| LAPOUYADE | | | |
| LAROQUE | | | |
| LARTIGUE | | | X |
| LARUSCADE | | | |
| LATRESNE | | | |
| LAVAZAN | | | X |
| LEGE CAP FERRET | | | |
| LEOGEATS | | | |
| LEOGNAN | X | | |
| LERM ET MUSSET | | | X |
| LESPARRE-MEDOC | | | X |
| LESTIAC SUR GARONNE | | | |
| LES LEVES ET THOUMERAGUES | | | |
| LIBOURNE | | | |
| LIGNAN DE BAZAS | | | |
| LIGNAN DE BORDEAUX | | | |
| LIGUEUX | | | |
| LISTRAC DE DUREZE | | | X |
| LISTRAC MEDOC | | | X |
| LORMONT | | partie | |
| LOUBENS | | | |
| LOUCHATS | | | X |
| LOUPES | | | |
| LOUPIAC | | | |
| LOUPIAC DE LA REOLE | | | |
| LUCMAU | | | X |
| LUDON MEDOC | | | |
| LUGAIGNAC | | | |
| LUGASSON | | | |
| LUGON ET L ILE DU CARNEY | | | |

| | | | |
|---------------------|---|--|---|
| LUGOS | X | | |
| LUSSAC | | | |
| MACAU | | | |
| MADIRAC | | | |
| MARANSIN | | | |
| MARCENAI | | | |
| MARCHEPRIME | X | | |
| MARCILLAC | | | |
| MARGAUX | | | X |
| MARGUERON | | | |
| MARIMBAULT | | | |
| MARIONS | | | X |
| MARSAS | | | |
| MARTIGNAS SUR JALLE | X | | |
| MARTILLAC | X | | |
| MARTRES | | | |
| MASSEILLES | | | X |
| MASSUGAS | | | X |
| MAURIAC | | | |
| MAZERES | | | |
| MAZION | | | |
| MERIGNAC | | | |
| MERIGNAS | | | |
| MESTERRIEUX | | | |
| MIOS | X | | |
| MOMBRIER | | | |
| MONGAUZY | | | |
| MONPRIMBLANC | | | |
| MONSEGUR | | | |
| MONTAGNE | | | |
| MONTAGOUDIN | | | |
| MONTIGNAC | | | |
| MONTUSSAN | | | |
| MORIZES | | | |
| MOUILLAC | | | |

| | | | |
|--------------------------|--|--------|---|
| MOULIETS ET VILLEMARTIN | | | |
| MOULIS EN MEDOC | | | X |
| MOULON | | | |
| MOURENS | | | |
| NAUJAC SUR MER | | | X |
| NAUJAN ET POSTIAC | | | |
| NEAC | | | |
| NERIGEAN | | | |
| NEUFFONS | | | |
| LE NIZAN | | | |
| NOAILLAC | | | |
| NOAILLAN | | | X |
| OMET | | | |
| ORDONNAC | | | X |
| ORIGNE | | | X |
| PAILLET | | | |
| PAREMPUYRE | | | |
| PAUILLAC | | | X |
| LES PEINTURES | | | |
| PELLEGRUE | | | X |
| PERISSAC | | | |
| PESSAC | | partie | |
| PESSAC SUR DORDOGNE | | | |
| PETIT PALAIS ET CORNEMPS | | | |
| PEUJARD | | | |
| LE PIAN MEDOC | | | |
| LE PIAN SUR GARONNE | | | |
| PINEUILH | | | |
| PLASSAC | | | |
| PLEINE SELVE | | | |
| PODENSAC | | | |
| POMEROL | | | |
| POMPEJAC | | | X |
| POMPIGNAC | | | |
| PONDAURAT | | | X |

| | | | |
|-----------------------|--|--|---|
| PORCHERES | | | |
| LE PORGE | | | X |
| PORTETS | | | |
| LE POUT | | | |
| PRECHAC | | | X |
| PREIGNAC | | | |
| PRIGNAC EN MEDOC | | | X |
| PRIGNAC ET MARCAMPS | | | |
| PUGNAC | | | |
| PUISSEGUIN | | | |
| PUJOLS SUR CIRON | | | |
| PUJOLS | | | |
| LE PUY | | | |
| PUYBARBAN | | | X |
| PUYNORMAND | | | |
| QUEYRAC | | | X |
| QUINSAC | | | |
| RAUZAN | | | |
| REIGNAC | | | |
| LA REOLE | | | |
| RIMONS | | | |
| RIOCAUD | | | |
| RIONS | | | |
| LA RIVIERE | | | |
| ROAILLAN | | | |
| ROMAGNE | | | |
| ROQUEBRUNE | | | |
| LA ROQUILLE | | | |
| RUCH | | | |
| SABLONS | | | |
| SADIRAC | | | |
| SAILLANS | | | |
| SAINT AIGNAN | | | |
| SAINT ANDRE DE CUBZAC | | | |
| SAINT ANDRE DU BOIS | | | |

| | | | |
|-----------------------------|---|--|---|
| ST ANDRE ET APPELLES | | | |
| SAINT ANDRONY | | | |
| SAINT ANTOINE | | | |
| SAINT ANTOINE DU QUEYRET | | | X |
| SAINT ANTOINE SUR L ISLE | | | |
| SAINT AUBIN DE BLAYE | | | |
| SAINT AUBIN DE BRANNE | | | |
| SAINT AUBIN DE MEDOC | X | | |
| SAINT AVIT DE SOULEGE | | | |
| SAINT AVIT SAINT NAZAIRE | | | |
| SAINT BRICE | | | |
| SAINT CAPRAIS DE BLAYE | | | |
| SAINT CAPRAIS DE BORDEAUX | | | |
| SAINT CHRISTOLY DE BLAYE | | | |
| SAINT CHRISTOLY-MEDOC | | | X |
| SAINT CHRISTOPHE DES BARDES | | | |
| SAINT CHRISTOPHE DE DOUBLE | | | |
| SAINT CIBARD | | | |
| SAINT CIERS D ABZAC | | | |
| SAINT CIERS DE CANESSE | | | |
| SAINT CIERS SUR GIRONDE | | | |
| SAINTE COLOMBE | | | |
| SAINT COME | | | |
| SAINTE CROIX DU MONT | | | |
| SAINT DENIS DE PILE | | | |
| SAINT EMILION | | | |
| SAINT ESTEPHE | | | X |
| SAINT ETIENNE DE LISSE | | | |
| SAINTE EULALIE | | | |
| SAINT EXUPERY | | | |
| SAINT FELIX DE FONCAUDE | | | |
| SAINT FERME | | | X |
| SAINTE FLORENCE | | | |
| SAINTE FOY LA GRANDE | | | |
| SAINTE FOY LA LONGUE | | | |

| | | | |
|-----------------------------|---|--|---|
| SAINTE GEMME | | | |
| SAINT GENES DE BLAYE | | | |
| SAINT GENES DE CASTILLON | | | |
| SAINT GENES DE FRONSAC | | | |
| SAINT GENES DE LOMBAUD | | | |
| SAINT GENIS DU BOIS | | | |
| SAINT GERMAIN DE GRAVE | | | |
| SAINT GERMAIN D ESTEUIL | | | X |
| SAINT GERMAIN DU PUCH | | | |
| SAINT GERMAIN LA RIVIERE | | | |
| SAINT GERVAIS | | | |
| SAINT GIRONS D AIGUEVIVES | | | |
| SAINTE HELENE | | | X |
| SAINT HILAIRE DE LA NOAILLE | | | |
| SAINT HILAIRE DU BOIS | | | |
| SAINT HIPPOLYTE | | | |
| SAINT JEAN DE BLAIGNAC | | | |
| SAINT JEAN D ILLAC | X | | |
| SAINT JULIEN BEYCHEVELLE | | | X |
| SAINT LAURENT MEDOC | | | X |
| SAINT LAURENT D ARCE | | | |
| SAINT LAURENT DES COMBES | | | |
| SAINT LAURENT DU BOIS | | | |
| SAINT LAURENT DU PLAN | | | |
| SAINT LEGER DE BALSON | | | X |
| SAINT LEON | | | |
| SAINT LOUBERT | | | |
| SAINT LOUBES | | | |
| SAINT LOUIS DE MONTFERRAND | X | | |
| SAINT MACAIRE | | | |
| SAINT MAGNE | | | |
| SAINT MAGNE DE CASTILLON | | | |
| SAINT MAIXANT | | | |
| SAINT MARIENS | | | |
| SAINT MARTIAL | | | |

| | | | |
|---------------------------|---|--|---|
| SAINT MARTIN LACAUSSADE | | | |
| SAINT MARTIN DE LAYE | | | |
| SAINT MARTIN DE LERM | | | |
| SAINT MARTIN DE SESCAS | | | |
| SAINT MARTIN DU BOIS | | | |
| SAINT MARTIN DU PUY | | | |
| SAINT MEDARD DE GUIZIERES | | | |
| SAINT MEDARD D EYRANS | | | |
| SAINT MEDARD EN JALLES | X | | |
| SAINT MICHEL DE CASTELNAU | | | X |
| SAINT MICHEL DE FRONSAC | | | |
| SAINT MICHEL DE RIEUFRET | | | |
| SAINT MICHEL DE LAPUJADE | | | |
| SAINT MORILLON | | | |
| SAINT PALAIS | | | |
| SAINT PARDON DE CONQUES | | | |
| SAINT PAUL | | | |
| SAINT PEY D ARMENS | | | |
| SAINT PEY DE CASTETS | | | |
| SAINT PHILIPPE D AIGUILHE | | | |
| SAINT PHILIPPE DU SEIGNAL | | | |
| SAINT PIERRE D AURILLAC | | | |
| SAINT PIERRE DE BAT | | | |
| SAINT PIERRE DE MONS | | | |
| SAINT QUENTIN DE BARON | | | |
| SAINT QUENTIN DE CAPLONG | | | |
| SAINTE RADEGONDE | | | |
| SAINT ROMAIN LA VIRVEE | | | |
| SAINT SAUVEUR | | | X |
| ST SAUVEUR DE PUYNORMAND | | | |
| SANT SAVIN | | | |
| SAINT SELVE | | | |
| SAINT SEURIN DE BOURG | | | |
| SAINT SEURIN DE CADOURNE | | | X |
| SAINT SEURIN DE CURSAC | | | |

| | | | |
|----------------------------|---|--|---|
| SAINT SEURIN SUR L ISLE | | | |
| SAINT SEVE | | | |
| SAINT SULPICE DE FALEYRENS | | | |
| ST SULPICE DE GUILLERAGUES | | | |
| SAINT SULPICE DE POMMIERS | | | |
| SAINT SULPICE ET CAMEYRAC | | | |
| SAINT SYMPHORIEN | | | X |
| SAINTE TERRE | | | |
| SAINT TROJAN | | | |
| SAINT VINCENT DE PAUL | X | | |
| SAINT VINCENT DE PERTIGNAS | | | |
| SAINT VIVIEN DE BLAYE | | | |
| SAINT VIVIEN DE MEDOC | | | X |
| SAINT VIVIEN DE MONSEGUR | | | |
| SAINT YZAN DE SOUDIAC | | | |
| SAINT YZANS DE MEDOC | | | X |
| SALAUNES | X | | X |
| SALIGNAC | | | |
| SALLEBOEUF | | | |
| SALLES | X | | |
| LES SALLES | | | |
| SAMONAC | | | |
| SAUCATS | | | |
| SAUGON | | | |
| SAUMOS | | | X |
| SAUTERNES | | | |
| LA SAUVE | | | |
| SAUVETERRE DE GUYENNE | | | |
| SAUVIAC | | | |
| SAVIGNAC | | | X |
| SAVIGNAC DE L ISLE | | | |
| SEMENS | | | |
| SENDETS | | | X |
| SIGALENS | | | X |
| SILLAS | | | X |

| | | | |
|--------------------|---|--------|---|
| SOULAC SUR MER | | | X |
| SOULIGNAC | | | |
| SOUSSAC | | | X |
| SOUSSANS | | | X |
| TABANAC | | | |
| LE TAILLAN MEDOC | X | | |
| TAILLECAVAT | | | |
| TALAIS | | | X |
| TALENCE | | partie | |
| TARGON | | | |
| TARNES | | | |
| TAURIAC | | | |
| TAYAC | | | |
| LE TEICH | X | | |
| LE TEMPLE | | | X |
| LA TESTE de BUCH | | | |
| TEUILLAC | | | |
| TIZAC DE CURTON | | | |
| TIZAC DE LAPOUYADE | | | |
| TOULENNE | | | |
| LE TOURNE | | | |
| TRESSES | | | |
| LE TUZAN | | | X |
| UZESTE | | | X |
| VALEYRAC | | | X |
| VAYRES | | | |
| VENDAYS MONTALIVET | | | X |
| VENSAC | | | X |
| VERAC | | | |
| VERDELAIS | | | |
| LE VERDON SUR MER | | | X |
| VERTHEUIL | | | X |
| VIGNONET | | | |
| VILLANDRAUT | | | X |
| VILLEGOUGE | | | |

| | | | |
|--------------------|--|--------|--|
| VILLENAVE DE RIONS | | | |
| VILLENAVE D ORNON | | partie | |
| VILLENEUVE | | | |
| VIRELADE | | | |
| VIRSAC | | | |
| YVRAC | | | |